



Déclaration d'Action et Démocratie CFE-CGC au Conseil Académique de l'Education Nationale

du Mardi 19 novembre 2024

Académie de LILLE

Madame la Rectrice, Monsieur le Vice-Président de Région
Mesdames, Messieurs,

La ministre de l'Education Nationale a déclaré le 12 novembre dernier « Je ne prépare pas la prochaine élection mais la prochaine génération ». Aurait-elle pris conscience que c'est ce que les enseignants font depuis des décennies malgré les multiples obstacles que l'on dresse devant eux et le dénigrement qu'ils ont parfois à subir ?

Action et Démocratie CFE-CGC peut vous garantir que lassé de ne pas être écouté, le corps professoral saura préparer la prochaine élection.

De quels obstacles parlons-nous ? Celui qui nous vient immédiatement à l'esprit, c'est le manque de stabilité et de cohérence dans les multiples réformes qui nous sont imposées. Comment peut-il en être autrement quand on comptabilise cinq ministres de l'Education Nationale en l'espace de deux années ? Et que dire du feuilleton ubuesque que le Président de la République nous a imposé cet été après la dissolution de l'Assemblée Nationale ?

La ministre Anne Genetet pourrait s'offusquer qu' **Action et Démocratie** dénonce un manque de stabilité alors qu'elle a annoncé à son arrivée rue de Grenelle le 23 septembre dernier que le navire ne changerait pas de cap. Alors que les sept ans qui viennent de s'écouler laisse notre école en ruines, elle choisit de la diriger à pleine vitesse vers l'iceberg qui la fera définitivement couler.

Il aurait été par exemple cohérent de dresser un bilan de la mise en place des groupes de besoins tant décriée par les enseignants et les organisations syndicales avant de la généraliser aux classes de 4^{ème} et de 3^{ème}, mais pourquoi faire, me direz-vous ? Le ministère ne va sûrement pas prendre le risque de devoir avouer que les premiers constats de sa réforme déployée de façon polymorphe et erratique sont négatifs. En effet, rares sont les établissements qui l'ont appliquée à la lettre. Certains l'ont quasiment ignorée ou contournée. Les témoignages de nos collègues sur ce sujet sont consternants.

Malgré cela, des moyens financiers vont être trouvés pour mettre en place en 2025 des groupes de besoins en 4^{ème} et 3^{ème}, à hauteur d'une heure par semaine, en alternance entre Français et Mathématiques. Avec une telle dotation, les enseignants devront encore faire des miracles !

On est en droit de se demander d'où viendra cet argent ? De la suppression des postes annoncée ? En effet, après les 2.000 postes supprimés en 2022, les 1.500 en 2023, ce ne sont pas moins de 4.035 postes qui devraient disparaître à la rentrée 2025. Ces restrictions budgétaires devraient se concentrer plus particulièrement sur le premier niveau, avec la suppression de 3.155 postes dans le secteur public et de 660 postes dans le secteur privé sous contrat. Forcément, devant le bilan calamiteux de l'ancien ministre de l'Économie et des finances, il fallait prendre des mesures drastiques pour tenter de réduire le déficit de notre pays. Cependant, **Action et Démocratie** dénonce ses suppressions de postes et affirme que les économies ne doivent pas être faites sur le dos des générations à venir.

L'argent injecté viendra peut-être du non-versement de la Gipa ou des trois jours de carence voulus par le gouvernement dans la fonction publique et qui ne seront évidemment pas pris en charge par notre employeur comme cela se pratique dans le Privé. Mais il peut aussi venir de la diminution de l'indemnisation des jours d'arrêts maladie. Une étude réalisée par **Action et Démocratie** montre que pour trois jours d'arrêt la perte financière pour un enseignant varie, suivant son grade et son échelon, de 185,52€ à 398,64€. Pour sept jours d'arrêt elle varie de 210,25€ à 451,79€ et pour 14 jours d'arrêt de 253,54€ à 544,80€.

IL est vrai qu'il est de bon ton de vouloir manipuler l'opinion publique en lui faisant croire que le taux d'absentéisme dans l'Education Nationale est particulièrement élevé alors qu'il est inférieur à celui relevé dans le Privé. Il y a pire encore comme comportement. **Action et Démocratie** dénonce fermement les propos prononcés par un président du passé lors des rencontres de l'avenir le 8 novembre dernier. Cet homme, aux multiples déboires juridiques, s'est permis d'insulter le corps enseignant. Tel un comique sur scène testant sa nouvelle vanne pour s'assurer de l'effet qu'elle produira sur son public, il a osé affirmer que « le travail d'un professeur des écoles c'est 24 heures par semaine et six mois de l'année ». Ceci est bien la preuve qu'avoir été Président de la République n'empêche nullement d'être ignare sur certains sujets.

Les membres de ce conseil académique auront à étudier de nombreux chiffres. Leur lecture peut conduire à des interprétations différentes. **Action et Démocratie CFE-CGC**, qui a à cœur la réussite de tous les jeunes de la Région, rappelle que le fait d'encourager davantage la réussite peut contribuer à réduire la souffrance et la violence dans l'Ecole de la République mais cela passe d'abord par une offre de formation de qualité pour nos élèves.

Merci de votre attention.

Les représentants Action et Démocratie CFE-CGC